

DISCOURS DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING À ANGERS, NOTAMMENT SUR LES ORIENTATIONS DE SA POLITIQUE AGRICOLE, MERCREDI 22 AVRIL 1981.

22 AVRIL 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mes chers amis les Angevins et les Angevines, et en même temps celles et ceux qui se sont joints à vous en provenance des départements voisins, je pense à la Loire Atlantique, je pense à la Sarthe, je pense à l'Indre et Loire, je pense à la Vendée, je pense aux Deux-Sèvres et je pense à la Mayenne, je crois n'avoir oublié aucun de vos voisins. (Applaudissements.)

Je salue également les parlementaires qui sont avec moi sur cette tribune, ces parlementaires qui ont soutenu, par leur action et par leur vote, la politique de redressement et de développement de la France face à cette crise.

Je regrette que parmi ces parlementaires certains soient hélas absents, je pense, notamment, à mon ami Le Theule qui était appelé, je peux vous le dire, à mes yeux, à exercer dans le prochain septennat les fonctions les plus importantes.

Je regrette aussi que la Mayenne ait été récemment endeuillée.

Vous êtes venus, les uns et les autres, participer à cette réunion la plus grande, et de loin, de toute la campagne électorale, à Angers, (Vifs applaudissements.) la plus nombreuse, la plus populaire, la plus représentative, représentative, d'ailleurs, de ce que seront dimanche et le 10 mai les résultats de l'élection présidentielle. (Vifs applaudissements)

Comme vous êtes venus très nombreux, comme certains d'entre vous sont venus de loin, je voudrais répondre à vos préoccupations en vous parlant un peu longuement de trois sujets :

--D'abord, des perspectives nationales pour la France qui est l'essentiel de cette campagne,

--Ensuite, des problèmes de l'Anjou,

--Et enfin, des problèmes de l'agriculture de l'Ouest, problèmes que je n'ai pas eu l'occasion de traiter jusqu'ici de manière complète et que je voudrais développer devant vous bien que nous soyons dans une grande ville, mais une grande ville placée au cœur de cette région productive de l'Ouest de la France,

--Et, nous concluons par l'enjeu national, c'est-à-dire l'élan que j'attends de vous pour conduire la France jusqu'à la victoire.

D'abord les perspectives : quels sont mes projets pour la France dans ce septennat nouveau ?

On a utilisé un argument, un argument facile, il faut dire, d'ailleurs, que dans cette campagne tous les arguments que j'ai entendus étaient des arguments faciles. On ne s'est pas efforcé d'élever le niveau de cette campagne à celui des grands enjeux nationaux, et parmi les arguments faciles on dit souvent : mais vous étiez Président de la République depuis sept ans, pourquoi venez-vous proposer aujourd'hui des choses nouvelles, vous auriez pu les faire plus tôt ?

A cet argument, je réponds la chose la plus simple, à laquelle, d'ailleurs, tout à l'heure Messieurs Esseul et Méhaignerie ont répondu à l'avance, c'est que nous avons commencé notre effort depuis longtemps, il n'y a que les autres candidats qui ne le savent pas.

La France a commencé à travailler au cours des dernières années, elle a travaillé durement dans l'agriculture, dans l'industrie, dans l'artisanat, dans le commerce. C'est parce qu'elle a commencé cet effort que nous allons pouvoir aller plus loin.

Il y a parmi les candidats, des hommes et des femmes qui vous proposent de construire une maison sans fondations, vous savez comment résistent les maisons sans fondations en temps de crise : la première crue, le premier mouvement du sol et la maison et ses bâtiments se trouvent balayés.

Ce que nous avons fait depuis sept ans, c'est de bâtir les fondations de la maison que nous allons construire et, désormais, cette maison, que nous construirons ensemble pendant le deuxième septennat, sera construite pour durer, pour être solide, pour abriter, pour protéger le progrès de la France pendant longtemps.

Premier septennat : les fondations.

Deuxième septennat : les étages.

(Vifs applaudissements.)

Nous continuerons à progresser dans les directions que j'ai indiquées, et d'abord le maintien de la paix. Nous sommes, ici, naturellement, loin des frontières dans ce Val de Loire et pourtant le Val de Loire a été éprouvé, comme toute la France, par les ravages successifs des guerres qui ont endeuillé nos familles et qui ont ruiné notre économie.

J'ai poursuivi, pendant tout mon septennat, mon effort pour la paix à partir de la sécurité de la France, devenue la troisième puissance militaire du monde, et vous en avez autour de vous dans votre département quelques témoignages, mais cette force de la France, je l'ai mise au service de la paix, je ne l'ai pas mise au service de l'agression ou de l'aventure, je l'ai mise au service de la paix par le dialogue et je continuerai à poursuivre le dialogue de la paix parce que c'est une grande cause pour la France et pour le monde, cause, d'ailleurs, qu'approuvent, dans leur grande majorité, les Françaises et les Français. (Applaudissements.)

Les candidats n'ont pas toujours, n'ont pas souvent l'inspiration heureuse dans cette campagne et ne témoignent pas d'un esprit sportif en se battant à neuf contre un, mais il y a dans l'histoire de notre pays beaucoup de précédents où ce sont, au contraire, les combattants isolés qui gagnent, et l'histoire ne sera pas démentie cette fois... (Applaudissements.) ... ils ont été mal inspirés en me reprochant mes efforts pour la paix.

Vous avez vu les enquêtes d'opinion qui ont été publiées sur les Françaises et les Français qui ont une opinion à ce sujet, plus des deux tiers, je ne dis pas la majorité, approuvent l'action que j'ai conduite et que je continuerai à conduire pour la paix. (Applaudissements.)

Deuxième action : les libertés.

Vous lisez dans vos journaux du matin, vous regardez sur les écrans de la télévision les images angoissées des peuples malheureux, de ces peuples malheureux qui n'ont pas le droit de s'exprimer, qui n'ont pas le droit de s'exprimer comme ils veulent, qui n'ont pas le droit de choisir librement leurs dirigeants, vous les voyez se débattre à l'autre extrémité de l'Europe et vous entendez leurs cris angoissés pour acquérir la liberté qui est la vôtre.

Eh bien, cette liberté, vous devez en être fiers et vous devez faire confiance à celui qui, pendant sept ans, a protégé la liberté des Françaises et des Français. (Applaudissements)

D'ailleurs, qu'on me cite un seul exemple d'un chef d'Etat qui conduise, à l'heure actuelle, une campagne électorale comme je le fais, c'est-à-dire qui vient sur place, qui participe à des réunions publiques, qui voit son rang tiré au sort dans les émissions de radio et de télévision et qui ne passe pas au premier rang lorsqu'on lui donne la parole.

Citez-moi un pays du monde où il y a, à l'heure actuelle, un chef d'Etat qui conduise une campagne de cette nature.. (Applaudissements.) et ce pays-là pourrait nous donner, seul, des leçons.

(Applaudissements.)

La paix, la liberté, la solidarité.

Je ne voudrais pas que cette campagne se termine sur un hymne à l'égoïsme des Français. On a trop entendu, au cours de cette campagne, faire appel à des intérêts particuliers. Les intérêts particuliers sont légitimes, mais il y a aussi la solidarité des Françaises et des Français entre eux.

Est-ce que nous allons devenir un peuple additionnant 53 millions d'égoïstes ou est-ce que nous resterons un grand peuple de solidarité fraternelle ?

La tradition angevine, c'est une tradition généreuse, c'est une tradition dans laquelle se sont mêlés la foi et l'attachement à un certain nombre de valeurs.

C'est pourquoi, je ne placerai pas ici l'égoïsme, je ferai appel à la solidarité. Cette solidarité, nous l'avons témoignée en faveur des personnes âgées dont, dans la période d'abondance, personne ne s'était occupé d'améliorer le sort. Quand j'ai trouvé ces personnes âgées en 1974, elles avaient une situation matérielle et morale indigne de la France que nous avons commencé à transformer ensemble. (Applaudissements.)

Solidarité vis-à-vis des familles de trois enfants et plus qui apportent la vitalité, qui apportent l'élan, qui apportent la certitude de l'avenir pour la France. (Applaudissements.) Là aussi, dans les périodes d'abondance, le niveau de vie des familles n'avait pas augmenté et, malgré la crise, au cours des dernières années, avec les votes de Messieurs les parlementaires à l'Assemblée Nationale et au Sénat, on a pu améliorer le pouvoir d'achat des familles. Cet effort sera poursuivi et je mentionne également

ies nancicipes, non pas pour en tirer un avantage électoral, mais pour vous rappeler que c'est depuis mon septennat que la France s'est dotée de la législation la plus avancée du monde concernant le sort des personnes handicapées en France et nous continuerons à améliorer leur sort. (Applaudissements.) Enfin, les travailleurs manuels. Cette catégorie était peu considérée dans notre société, dont on ne parlait jamais, pour laquelle il n'y avait pas de perspective ouverte et nous avons entrepris un travail en profondeur de revalorisation de la dignité et de la situation des travailleurs manuels.

Nous avons revalorisé l'enseignement technique, nous avons ouvert les filières de formation pour que les travailleurs manuels de l'agriculture, de l'artisanat, de l'industrie, se sentent traités comme les meilleurs ouvriers de France, et nous poursuivrons cet effort.

Enfin, l'espoir. Dans une campagne on a voulu, au début parler du bilan et puis on s'est aperçu que le bilan, c'était le bilan des Français et que si on dénigrerait trop le bilan, on dénigrerait l'effort des Français, et c'est pourquoi, moi, je vous parle de l'espoir, c'est-à-dire de ce que nous allons faire en France pendant sept ans.

Vous avez peut-être suivi certaines des émissions à la télévision, vous avez vu que mon objectif, c'est de faire que la France devienne un des pays les plus avancés du monde parce que nous en sommes capables, parce que la France en est capable, parce que l'Anjou en est capable, parce que la jeunesse française en est capable. (Applaudissements.)

Alors, l'Anjou, sans tracasseries inutiles, sans céder aux modes du moment, l'Anjou a pris une place originale et éminente dans la France de la fin du siècle, ceux qui s'extasiaient sur la manière dont un pays comme le Japon, par exemple, concilie le progrès économique et le maintien de ses traditions, ceux-là ne connaissent pas la France, ils ne connaissent pas l'Anjou, car l'Anjou le fait aussi bien que le Japon (Applaudissements.)

Quand la mode était à l'urbanisation à outrance, qui a malheureusement, vous le savez, largement défiguré notre pays, l'Anjou a choisi de préserver une vie rurale active que beaucoup de régions lui envient aujourd'hui. Près d'un Angevin sur deux vit actuellement dans le monde rural alors qu'au niveau national la proportion n'est plus que un sur cinq.

Tandis que la mode était aux grandes unités industrielles, l'Anjou est devenu le deuxième département industriel de l'Ouest mais avec des structures originales, c'est-à-dire grâce à des entreprises petites et moyennes, bien gérées et inventives et quand la rapidité des changements dans notre société troublait, démoralisait, désorganisait celles-ci, les Angevins gardaient un attachement profond à la famille et à la vertu de l'espérance.

Quand le matérialisme envahissait notre vie politique, les Angevins n'ont jamais cessé de prendre en compte la dimension spirituelle de la destinée humaine.

Ainsi, le Val de Loire n'a pas seulement donné à la France la langue de ses poètes, qui est devenue celle de son peuple tout entier, il lui a donné aussi certaines des qualités les plus françaises, que je me suis efforcé d'incarner en votre nom comme Président de la République, le sens de la mesure, la volonté de faire davantage que le goût de paraître, le respect des rythmes de la nature et de la vie et enfin, le sens inné de la dignité humaine. (Applaudissements.)

Je sais qu'il y a, parmi vous, beaucoup de parents, beaucoup d'enseignants, responsables d'associations et vous êtes inquiets de la conception que les partis de l'opposition se font d'une de nos libertés, la liberté de l'enseignement. Vous avez constaté la mauvaise volonté, mises à part certaines municipalités d'opposition, ici ou là, dans l'Ouest, à appliquer les lois car ce sont ces lois qui régissent cette liberté.

Pour ma part, je considère la liberté d'enseignement comme l'une de nos libertés fondamentales. Je l'ai défendue (Applaudissements.) et je la défendrai avec la même énergie que les autres grandes libertés républicaines.

Votre département est, je crois, le plus jeune de France... (Applaudissements)... et j'espère bien, d'ailleurs qu'il le restera (Applaudissements) C'est pourquoi, dans les prochaines années, l'Anjou sera la région test pour la politique de formation et d'emploi des jeunes. Cette jeunesse, certains la voient comme une menace, certains, disons-le, la craignent alors que c'est la première richesse de la France. (Applaudissements.)

C'est pourquoi j'ai fait de l'emploi des jeunes l'engagement central de ma campagne. Je me suis engagé, on vous l'a rappelé tout à l'heure. à ce que nous créions. d'ici 1985. un million d'emplois. Nous avons la

possibilité de le faire, j'en ai indiqué les moyens détaillés et chiffrés, afin que toutes les jeunes Françaises et les jeunes Français, qui arriveront, au cours de cette période, sur le marché du travail, se voient offrir soit un emploi, soit un poste de formation.

Cela sera notre politique nationale, cela sera aussi notre politique pour l'Anjou. (Applaudissements.)

Je voudrais maintenant, après le Ministre de l'Agriculture, m'adresser aux agriculteurs. Il y en a assurément beaucoup dans cette salle, il y a aussi beaucoup d'autres auxquels les moyens d'information écrits ou les images porteront ce que je suis venu leur dire.

L'agriculture est une chance pour la France d'aujourd'hui et une chance plus grande encore pour la France de demain. Le monde, ce monde si peuplé et dont la population va s'accroître encore, vous le savez, de plusieurs milliards d'habitants, le monde manque tragiquement de nourriture. Le sol français en produit abondamment et d'excellente qualité.

Soutenir l'agriculture, ce n'est pas soutenir un secteur dépassé ou un secteur condamné, ce n'est pas porter une assistance plus ou moins électorale à une activité sans avenir, c'est, au contraire, soutenir un des secteurs d'avenir de l'économie française.

Je me souviens, il y a quelques mois encore, lorsque nous avons décidé une aide aux revenus, parce qu'il y avait une insuffisance de revenus, et nous aidons le revenu des mines de France, nous aidons le revenu des chemins de fer en France, pourquoi ne pourrions-nous pas aider aussi les revenus de notre agriculture qui emploie un million deux cent mille travailleurs actifs ? (Applaudissements)... lorsque nous avons décidé cette aide à l'agriculture, certains ont parlé, souvenez-vous, de cadeau aux agriculteurs. Était-ce vraiment les considérer pour ce qu'ils sont et pour ce qu'ils font ?

Moi, je parle, au contraire, d'intérêt pour la France et de justice pour les agriculteurs.

(Applaudissements.)

A Bruxelles, il y a quelques jours, nous avons gagné, et je souhaite que tous les agriculteurs de France et que tous les agriculteurs de l'Ouest le sachent individuellement, et le sachent bien, car j'ai regretté que certains de mes concurrents, au lieu de se réjouir de cette victoire et pourquoi ne pas s'en réjouir ?, cherchent à la dénigrer.

Quand un grand secteur français est en jeu, il ne devrait pas y avoir de place pour l'esprit partisan, chacun devrait se réjouir du succès de tous et je vous rappelle ce que nous avons obtenu :

La France voulait la fixation des prix à la date normale du 1^{er} avril, personne n'y croyait, cela a été fait.

La France voulait une hausse des prix à deux chiffres, c'est fait, elle a obtenu 12,2 %

La France voulait, pour ses productions animales et laitières, une forte réduction des montants compensatoires monétaires allemands, c'est fait, ces montants ont été réduits des deux tiers.

La France voulait une hiérarchie des prix favorable à l'élevage et aux productions de type méditerranéen, c'est fait, nous avons obtenu cette hiérarchie.

La France demandait la mise en place du nouveau règlement sucrier, qui ne concerne pas votre région mais d'autres régions productives, c'est fait, elle l'a obtenue.

La presse a rendu compte, de façon unanime, de ces résultats, Dans le monde politique malheureusement : le silence ou, pire encore, le dépit.

A qui les agriculteurs doivent-ils ces résultats ?

Soyons francs, à l'action tenace et compétente du Ministre de l'Agriculture... (Applaudissements.) .. un homme du terroir de l'Ouest auquel je ne ferai qu'un seul reproche, mais un reproche grave, et il est vrai exceptionnel dans le monde politique, à voir ce que vous entendez à l'heure actuelle, je dirai même unique dans le monde politique, celui de sa modestie (Applaudissement)

Et aussi parce qu'il faut que le citoyen candidat lui rende ce juste hommage, puisque les autres candidats, semble-t-il, ne le font pas pour lui, à l'action du Président de la République qui s'est acharné à faire comprendre à ses interlocuteurs, notamment à nos partenaires d'Allemagne Fédérale, l'importance de l'enjeu pour l'agriculture française, l'importance de l'enjeu pour vous et pour nous.

Oui, je me suis battu pour le présent et pour l'avenir de l'agriculture française.. (Applaudissements.) .. mais ce succès ne doit pas éclipser l'action passée, ni cacher ce qui reste à faire.

Au long de ce septennat j'ai voulu faire de l'agriculture française une agriculture de conquête et une agriculture solidaire, je l'ai dit en Normandie, à Vassy, et les agriculteurs s'en souviennent.

Quels sont les résultats ?

La seule augmentation de la production en sept ans, représente aujourd'hui la valeur de la production de toute la Bretagne, qui est vous le savez la première région agricole française. Nous avons en sept ans ajouté la production d'une région comme la Bretagne, à la production agricole française.

La France est devenue le deuxième exportateur mondial de produits agricoles. Notre excédent paie à lui seul deux mois de toute notre facture pétrolière et l'expression de " pétrole vert " que j'ai employée, on la reprend sur les murs d'Angers, m'a-t-il semblé, pour des affiches publicitaires, je vais demander une redevance de droits d'auteur ! ... (applaudissements)

L'agriculture est dotée d'une nouvelle loi d'orientation, votée d'ailleurs par toute la majorité, qui lui donne les bases de son développement accéléré.

Vous le voyez, pour faire progresser l'agriculture française, il n'est pas besoin de menacer la propriété par des Offices fonciers cantonaux, il n'est pas besoin de limiter la production par des quantums, il n'est pas besoin d'encadrer les agriculteurs par la bureaucratie onéreuse et tatillonne d'Offices spécialisés par produits. (Applaudissements) il faut au contraire libérer le potentiel des exploitations familiales et faire confiance à l'initiative et à la responsabilité personnelle,

L'Etat apportera son appui aux agriculteurs, mais il ne décidera pas à leur place.

Et maintenant, que reste-t-il à faire ?

Je retiens six orientations, que je vais vous décrire brièvement.

La première, c'est de bien appliquer toutes les réformes déjà décidées et l'examen des effets de la loi d'orientation sera entrepris en concertation avec la profession, dans les trois ans, et s'il faut des améliorations elles seront engagées.

La deuxième orientation est d'assurer le revenu par le prix de vente des produits et donc d'assurer, comme le disait Pierre Méhaignerie, le parallélisme de l'évolution des prix de vente et de l'évolution des charges, pour que les charges ne reprennent pas, comme à la fin de 1979 et en 1980, de l'avance sur les prix. C'est pourquoi nous nous efforcerons de réduire les charges de l'agriculture. J'ai demandé d'ailleurs qu'à un prochain Conseil des Ministres, on nous présente un premier rapport sur la maîtrise des coûts de production en agriculture.

La troisième orientation consiste à renforcer encore la politique d'installation des jeunes agriculteurs et je fixe pour objectif d'obtenir l'installation, par an, de 15 000 jeunes sur les exploitations viables en France, des exploitations d'avenir, alors que le chiffre actuel est de 12 000 jeunes.

Ensuite, entreprendre une réforme du financement de l'agriculture. Notre agriculture est trop endettée, elle a des charges trop lourdes, il faut donc rénover les mécanismes de financement de l'agriculture.

Cinquième orientation : rétablir l'unité complète du marché européen par l'effacement de ce qui reste des derniers montants compensatoires monétaires et l'essentiel du chemin est parcouru, il faut maintenant nettoyer ce qui reste et en même temps poursuivre le renforcement de ce qu'on appelle "la préférence communautaire".

La dernière orientation, c'est la solidarité entre les agriculteurs, solidarité envers les personnes âgées, je pense en particulier à la retraite pour les femmes d'exploitants, telle qu'elle a été instaurée au cours de mon septennat, car elles n'avaient au préalable aucun droit individuel à la retraite, et je pense aux différentes situations de pauvreté qui peuvent exister encore dans le milieu rural. J'entends qu'à la fin de mon prochain septennat il n'y ait plus aucune trace, aucun îlot de pauvreté dans la population agricole de la France. (Applaudissements)

Ce chemin, nous allons le parcourir ensemble et d'ailleurs, m'adressant aux agriculteurs au-delà de cette salle, Je leur dis : quand vous êtes aux trois quarts de la moisson, est-ce que vous changez votre méthode de culture ? Est-ce qu'il n'est pas plus sage de poursuivre le travail entrepris ? Est-ce que vous abandonnez ce que vous avez semé, pour que d'autres viennent le récolter à votre place ?

Alors, ne vous engagez pas sur la voie du bouleversement de l'agriculture, par votre faute.

Vous rejetterez la société collectiviste et appauvrie, que vous propose le candidat communiste bien qu'elle ait échoué partout et la Pologne que nous aidons à se nourrir montre l'efficacité de telles méthodes pour la production agricole.

Vous rejetterez la société paralysée et dirigée, la société anonyme des Offices réunis, que d'autres partis d'opposition vous proposent, vous savez que le mirage du monde dans lequel les difficultés de l'agriculture disparaîtraient par la magie d'un scrutin, n'est pas digne de l'intelligence et de la sagesse

des agriculteurs français.

Voilà pourquoi j'ai confiance en vous. Et, parce que vous montrerez le bon chemin, la France en fera autant.

La France moderne est fille de son agriculture. Nous avons tous des ancêtres ruraux. La France doit ses hommes à son agriculture, elle lui doit une part de son progrès économique, elle lui doit l'équilibre de sa société, que nous devons préserver.

Puisse la France entière entendre et suivre cette fois encore le message de sagesse de ses agriculteurs.